

Art. 2. — Le dossier que les candidats non fonctionnaires doivent produire à l'appui de leur demande doit comprendre les pièces suivantes :

- 1° Une expédition authentique de leur acte de naissance;
- 2° Une copie certifiée conforme du diplôme exigé aux articles 9, 40 et 41 des décrets susvisés;
- 3° Deux certificats établis par des médecins assermentés attestant, d'une part, qu'ils sont physiquement aptes à remplir l'emploi auquel ils se destinent et, d'autre part, qu'ils sont indemnes de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale;
- 4° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;
- 5° Un certificat établissant que la naturalisation remonte à plus de cinq ans (si le candidat n'est pas Français de naissance);
- 6° Une notice individuelle indiquant les antécédents scolaires, militaires ou civils.

Les candidats fonctionnaires n'ont à produire qu'un extrait de naissance et la copie certifiée conforme de leur diplôme.

Art. 3. — Les concours ont lieu au siège de l'université ou de l'établissement où les vacances sont ouvertes. Lorsque sont ouvertes plusieurs vacances d'emplois de même spécialisation technique, ils ont lieu au siège de l'une des universités ou de l'un des établissements intéressés. Le programme de chaque concours est arrêté par le recteur ou le chef d'établissement qui organise le concours, compte tenu du niveau technique du grade, de sa spécialisation générale, telle qu'elle est définie aux articles 5, 6 et 7 du décret du 8 janvier 1955, et de la spécialisation particulière de l'emploi mis en compétition. Il doit être approuvé ensuite par le ministre de l'éducation nationale.

Ce programme est communiqué aux candidats sur leur demande adressée au recteur de l'université ou au chef de l'établissement qui organise le concours.

Art. 4. — Les concours comportent les épreuves suivantes :

- 1° Une épreuve écrite traitant un sujet relatif à la spécialité de l'emploi pour lequel le concours est ouvert (durée : deux heures; coefficient 1);
- 2° Une épreuve de travaux pratiques dont la durée est fixée par le jury (coefficient 2);
- 3° Une interrogation orale d'une durée minimum de quinze minutes, permettant d'apprécier les connaissances générales du candidat et, en ce qui concerne les aides techniques principaux et les techniciens, leur aptitude à organiser un service et à diriger du personnel (coefficient 1).

La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note de 0 à 20, la note 5 étant éliminatoire.

Art. 5. — Le jury est désigné par arrêté du ministre de l'éducation nationale ou par le recteur ou le chef de l'établissement agissant par délégation ministérielle. Il est composé comme suit :

Le recteur, le doyen de la faculté ou le chef de l'établissement, président. Le recteur, le doyen ou le chef d'établissement pourront se faire suppléer par un professeur, astronome ou physicien titulaire;

Un professeur, maître de conférences ou assimilé;
Un inspecteur ou un représentant de l'enseignement technique;
Un représentant du personnel technique appartenant au même grade que celui du ou des emplois mis au concours, ou, à défaut, appartenant à un grade supérieur;

Éventuellement, un membre désigné par le ministre de l'éducation nationale.

Art. 6. — Le jury peut, si le niveau des épreuves lui paraît insuffisant, ne pas présenter autant de candidats qu'il y a de places à pourvoir. Il peut, s'il le juge opportun, dresser une liste supplémentaire de propositions en vue de parer à des défections éventuelles. Les listes de propositions sont affichées sur le lieu même du concours.

Art. 7. — Les procès-verbaux des concours et les dossiers des candidats reçus seront immédiatement transmis au ministère de l'éducation nationale, direction de l'enseignement supérieur.

TITRE II. — Examens professionnels.

Art. 8. — L'examen professionnel pour le recrutement des aides de laboratoire, prévu à l'article 8 du décret du 8 janvier 1955, et les examens professionnels pour le recrutement par voie d'avancement des aides de laboratoire spécialisés, des aides techniques, des aides techniques principaux et des techniciens, prévus aux articles 15, 16, 17 et 18 du même décret, sont organisés au siège des universités, des facultés ou des grands établissements d'enseignement supérieur, selon les besoins du service.

Art. 9. — L'annonce de ces examens professionnels est faite au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Cette annonce est faite un mois au moins avant l'ouverture de l'examen. Les candidats ont un délai de trois semaines, à dater du jour de la publication au *Bulletin officiel*, pour faire acte de candidature auprès du recteur, du doyen ou du chef de l'établissement qui organise l'examen. Leur demande doit être accompagnée d'un dossier comprenant, notamment, une notice individuelle, l'attestation de leurs titres et diplômes professionnels et l'avis de leur chef hiérarchique sur leur aptitude à l'emploi qu'ils postulent.

Art. 10. — Les examens professionnels organisés pour les candidats aux grades d'aide technique, d'aide technique principal et de technicien devront être respectivement du niveau du certificat d'aptitude professionnel, du brevet professionnel et du brevet de technicien délivrés par l'enseignement technique.

Art. 11. — Le programme de chaque examen professionnel est établi par le recteur ou chef d'établissement, compte tenu de la spécialisation générale du grade, telle qu'elle est définie aux articles 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 8 janvier 1955, et de la spécialisation particulière des emplois qui font l'objet de l'examen.

Le programme est communiqué aux candidats sur leur demande adressée au recteur, au doyen ou au chef de l'établissement qui organise l'examen.

Art. 12. — Les examens professionnels prévus aux articles précédents comportent les épreuves suivantes :

- a) Une épreuve de travaux pratiques dont la durée est fixée par le jury (coefficient 2);
- b) Une interrogation orale d'une durée minimum de quinze minutes, permettant d'apprécier les connaissances du candidat, et, en ce qui concerne les candidats aux grades d'aide technique principal et de technicien, leur aptitude à organiser un service et à diriger du personnel (coefficient 1).

La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note de 0 à 20. Les candidats doivent obtenir une moyenne de 10 sur 20, la note 5 étant éliminatoire.

Art. 13. — Le jury est désigné par arrêté du recteur de l'université, du doyen de la faculté ou du chef de l'établissement où a lieu l'examen.

Il est composé comme suit :

Le recteur, le doyen ou le chef de l'établissement, président. Le recteur, le doyen ou le chef de l'établissement pourront se faire suppléer par un professeur, astronome ou physicien titulaire;

Un professeur ou maître de conférences ou assimilé;
Un inspecteur ou un représentant de l'enseignement technique;
Un représentant du personnel technique appartenant au grade qui fait l'objet de l'examen professionnel, ou, à défaut, appartenant à un grade supérieur.

Art. 14. — Les procès-verbaux des examens et les dossiers des candidats reçus seront immédiatement transmis au ministère de l'éducation nationale, direction de l'enseignement supérieur, en vue de l'inscription des candidats sur les différentes listes d'aptitude et de leur nomination éventuelle.

Art. 15. — Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 février 1957.

Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
RENÉ MILLÈRES.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique, et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Conditions d'équivalence entre les diplômes civils et militaires en matière de ski et d'alpinisme.

Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et le ministre de la défense nationale et des forces armées

Arrêtent :

Art. 1er. — Les brevets et certificats militaires de moniteurs de ski et de montagne visés au présent arrêté, et dont les conditions de délivrance sont définies par l'instruction ministérielle du 9 mai 1955 (état-major des forces armées [guerre]), diffusée au *B. O.*, p. p., 1955, page 2315, confèrent à leurs titulaires le droit d'instruire des militaires.

Art. 2. — Les épreuves techniques éliminatoires des examens tendant à la délivrance des brevets ou certificats prévus à l'article 1er ci-dessus sont identiques à celles des examens relatifs aux brevets délivrés par le ministre chargé des sports, en application des arrêtés du 31 août 1950 et du 28 février 1951 sur les brevets de guide de montagne et des arrêtés du 7 janvier 1952 et du 21 avril 1952 sur l'enseignement du ski, suivant le tableau de correspondance ci-dessous :

	SKI	
Civil.		Militaire.
Brevet de moniteur auxiliaire.		Brevet du 1 ^{er} degré de spécialiste de ski (moniteur militaire de ski).
Capacité d'enseignement.		Certificat de spécialiste de ski (aide-moniteur militaire de ski).
	ALPINISME	
Civil.		Militaire.
Brevet d'aspirant guide.		Brevet du 1 ^{er} degré de spécialiste de montagne (moniteur militaire de montagne).

Art. 3. — Tout militaire titulaire de l'un des brevets ou certificats de spécialiste militaire visés à l'article 2 peut, en quittant l'armée, à condition d'avoir effectué trois ans de service après avoir acquis un de ces diplômes, obtenir, sur sa demande, le brevet correspondant délivré par le ministre chargé des sports.

Inversement, les brevets visés à l'article 2 et délivrés par l'autorité militaire sont attribués à tout militaire titulaire du brevet civil correspondant à condition que l'intéressé subisse avec succès les épreuves militaires définies par l'instruction du 9 mai 1955 et remplisse les conditions d'admission fixées pour les stages préparatoires à ces brevets.

Art. 4. — Les brevets du 2^e degré de spécialiste de ski ou spécialiste de montagne sont attribués aux candidats militaires ayant subi avec succès les épreuves techniques et les épreuves militaires définies par l'instruction ministérielle du 9 mai 1955 à l'issue d'un stage à l'école de haute montagne. Les titulaires de ces brevets ne peuvent, en aucun cas, se voir attribuer par équivalence avec leurs titres militaires du 2^e degré le diplôme de moniteur de ski français ou le brevet de guide de haute montagne, délivrés par le ministre chargé des sports.

Tout militaire titulaire du diplôme de moniteur de ski français ou du brevet de guide de haute montagne ne peut recevoir le brevet militaire du 2^e degré de spécialiste, soit ski, soit montagne, que :

1^o S'il remplit les conditions d'admission fixées pour les stages préparatoires à ces brevets ;

2^o S'il a subi avec succès les épreuves militaires correspondantes.

Art. 5. — Les militaires peuvent demander à être admis, à titre personnel, à l'école nationale de ski et d'alpinisme, pour suivre les stages préparatoires aux examens de ski et d'alpinisme.

Ils doivent alors se conformer aux dispositions prévues pour ces stages par la direction générale de la jeunesse et des sports. Par dérogation aux décrets du 3 février 1950 et du 26 septembre 1951, les engagements prévus aux articles 9 des décrets précités ne sont pas souscrits par les personnels militaires visés au présent article ; les intéressés acquittent en conséquence les frais de scolarité et de pension inhérents aux stages suivis.

Sauf décision particulière du ministre de la défense nationale et des forces armées, ils ne sont pas considérés comme étant en service commandé pendant la durée de ces stages, n'ont droit à aucune indemnité et ne peuvent prétendre à aucune autorisation d'absence en plus de leurs permissions normales.

Art. 6. — Le jury des examens militaires organisés en vue de l'attribution des certificats et brevets énumérés à l'article 2 comprend, pour la partie technique, outre les examinateurs militaires désignés, deux représentants du ministre chargé des sports, un représentant de la fédération française de ski ou un représentant de la fédération française de la montagne, un représentant de l'organisation professionnelle la plus représentative de la discipline sur laquelle porte l'examen.

Les frais de déplacement auxquels peuvent prétendre les examinateurs sont à la charge des départements auxquels ils appartiennent.

Art. 7. — A titre transitoire, les diplômes ou brevets délivrés par le ministre chargé des sports, en application des lois du 13 février 1918 sur l'enseignement du ski et de l'alpinisme et des textes d'application, sont acquis de plein droit aux titulaires d'un brevet ou certificat militaire équivalent obtenu antérieurement à la date d'application desdites lois ou desdits textes.

Art. 8. — Les militaires en activité, titulaires d'un diplôme délivré par le ministre chargé des sports, n'ont pas le droit d'exercer, moyennant rétribution, la profession correspondante en dehors du service qu'ils accomplissent sous l'autorité du ministre de la défense nationale et des forces armées, à moins d'avoir obtenu une autorisation exceptionnelle accordée conjointement par le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre chargé des sports.

Art. 9. — Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté interministériel du 17 décembre 1953, paru au *Journal officiel* de la République française du 21 décembre 1953.

Art. 10. — Le directeur général de la jeunesse et des sports et les chefs d'état-major général des forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 janvier 1957.

Pour le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et par délégation :

Le directeur adjoint du cabinet,
PIERRE BENNEZON.

Pour le ministre de la défense nationale et des forces armées et par délégation :

Le directeur du cabinet,
ADEL THOMAS.

Docteurs « honoris causa ».

Par arrêté du 21 janvier 1957, est approuvée la délibération en date du 21 décembre 1956 du conseil de l'université de Caen conférant le titre de docteur *honoris causa* de cette université à M. le docteur H.-W. Meike, historiographe de Sa Majesté pour l'Ecosse, vice-président de la Franco-Scottish Society.

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 6 février 1957, M. Lehmann (Henri), assistant au Muséum national d'histoire naturelle, est détaché auprès du centre national de la recherche scientifique pour la période du 1^{er} octobre 1956 au 15 juin 1957 inclus.

Service de santé scolaire et universitaire.

Par arrêté du 7 janvier 1957, M. le docteur Ruff (Jean), médecin inspecteur principal de la santé, dont le détachement auprès de la direction du service de santé scolaire et universitaire est venu à expiration le 1^{er} novembre 1956, est, sur sa demande, intégré à cette date dans les cadres du ministère de l'éducation nationale.

M. le docteur Ruff reste affecté au poste de médecin inspecteur du service de santé scolaire et universitaire pour l'académie d'Alger. Il continue, en outre, de figurer à la 1^{re} classe des médecins inspecteurs du service de santé scolaire et universitaire (indice 600).

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Directions régionales de la sécurité sociale.

Par arrêté du 11 janvier 1957, M. Jamet (Lucien), employé de bureau titulaire à la direction régionale de la sécurité sociale de Rennes, a été détaché pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 1956, en qualité de contrôleur stagiaire des postes, télégraphes et téléphones au secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

Homologation d'un appareil de réanimation.

Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} octobre 1956 relatif aux dispositions concernant les éléments et les caractéristiques de fonctionnement des appareils de réanimation applicables pour les collectivités publiques et les administrations hospitalières métropolitaines, d'outre-mer, civiles et militaires ;

Vu l'avis de la commission interministérielle de normalisation du matériel médico-chirurgical et électro-chirurgical,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est procédé à l'homologation, sous le numéro ci-après, du prototype d'appareil ci-dessous désigné dont les caractéristiques techniques répondent aux conditions déterminées à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 1^{er} octobre 1956 précité :

CONSTRUCTEUR	DÉSIGNATION de l'appareil.	CATÉGORIE	GROUPE	NUMÉRO d'homologation.
Société Commeinhes et Co, 21, avenue Carnot, le Parc-Saint-Maur (Seine).	Oxyranimateur	Secourisme	4	857

Art. 2. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 janvier 1957.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le chef du service central de la pharmacie,
J. VOLCKRINGER.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 27 décembre 1956, il est mis fin, à compter du 1^{er} août 1956, au détachement de M. Dalmas (René), secrétaire d'administration de 1^{re} classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la santé publique et à la population, en qualité d'élève de l'école nationale d'administration, par suite de la nomination de l'intéressé au poste d'administrateur civil au ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la marine) à compter de la même date.

Par arrêté en date du 6 février 1957, l'offre de démission présentée par M. Dalmas (René), secrétaire d'administration de 1^{re} classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la santé publique et à la population, est acceptée à compter du 1^{er} août 1956.